

# Retrace

Mise en valeur du patrimoine  
historique et artistique

[www.retrace.agency](http://www.retrace.agency)

## AKT - CCI Wallonie picarde : rapport historique

27 octobre 2025

---

Vos personnes de contact :

Annabelle Oliva : +32 (0) 493 16 84 88

Julie Waseige : +32 (0) 472 94 68 83

[contact@retrace.agency](mailto:contact@retrace.agency)

[www.retrace.agency](http://www.retrace.agency)

## TABLE DES MATIÈRES

I. EN BREF...	2
II. REPÈRES CHRONOLOGIQUES	5
III. FIGURES DES DÉBUTS	32
III.1. Pères fondateurs de l'association : 1912	32
III.2. Pères fondateurs de l'asbl : 1935	32
III.3. Premiers présidents : 1912-1937	32
IV. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	34
IV.1. Sources primaires	34
IV.2. Sources secondaires	35
V. FONDS D'ARCHIVES SOLLICITÉS	37
V.1. Archives de l'État à Tournai : fonds pertinents identifiés, accès non disponible	37
V.2. Dépôts vérifiés : absence de fonds pertinent signalé	37
V.3. Dépôt contacté : sans réponse	37

## I. EN BREF...

En 1424, Tournai, alors vassale du Roi de France<sup>1</sup>, organise sa vie économique autour des métiers. La ville répartit artisans et marchands en 36 bannières. Chaque bannière élit deux responsables, et l'ensemble forme une Chambre des Arts et Métiers qui défend les intérêts locaux et règle la vie économique urbaine.

Intégrée aux Pays-Bas espagnols depuis 1521, Tournai repasse sous autorité française en 1667-1668, à la suite des conquêtes de Louis XIV. En 1674, le pouvoir royal y institue, à côté de la chambre des Arts et Métiers, une Chambre de Commerce, dédiée aux marchands et chargée de la discipline professionnelle ainsi que de l'avis aux autorités. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la Chambre de Commerce de Tournai se maintient mais peine à trouver pleinement son rôle.

Avec les traités d'Utrecht en 1713, Tournai est rattachée aux Pays-Bas autrichiens. Puis vient la rupture révolutionnaire : en 1794-1795, l'ensemble des Pays-Bas autrichiens est annexé par la France. Les corporations et les chambres sont abolies, et la Chambre de Commerce de Tournai créée sous Louis XIV disparaît.

Sous l'Empire napoléonien, les chambres sont rétablies. À Tournai, l'institution renaît sous le nom de Chambre consultative de Tournai, avant de reprendre son titre de Chambre de Commerce après 1815, lorsque la ville est intégrée au Royaume-Uni des Pays-Bas.

En 1830-1831, la révolution belge sépare politiquement le sud de cet ensemble et consacre l'indépendance de la Belgique. Une décennie plus tard, la Chambre de Commerce de Tournai figure parmi les quinze chambres belges reconnues, au moment où le pays s'industrialise à vive allure et ouvre ses premiers grands marchés grâce au rail, à la navigation intérieure et aux expositions universelles. La Chambre accompagne ce

---

<sup>1</sup> Tandis que les comtes de Flandre contrôlent l'arrière-pays, le Tournaisis !

mouvement et intervient sur les questions de tarif et de développement des voies de communication.

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, l'État belge se retire du modèle des chambres publiques. Des associations patronales privées prennent alors le relais. Tournai adopte ce modèle en 1912 avec la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) du Tournaisis.

La Première Guerre mondiale impose aussitôt des tâches d'urgence : la Chambre de Commerce et d'Industrie du Tournaisis se charge de déployer un consortium des banques pour pallier les problèmes de liquidités et d'authentifier les bons de réquisition.

Dans les années 1920, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Tournaisis se professionnalise avec un secrétariat permanent. Au milieu des années 1930, elle modernise sa gestion, s'équipe de locaux adaptés et obtient l'habilitation pour délivrer des certificats d'origine, indispensables aux exportations. En 1935, elle devient officiellement une association sans but lucratif.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le cadre économique devient résolument international. Le Benelux entre en vigueur en 1948 et la Communauté économique européenne (CEE), créée en 1957, s'applique dès 1958, structurant rapidement un marché élargi et des règles communes. Le rôle de la Chambre de Commerce consiste alors à aider les entreprises du Tournaisis à s'aligner sur ce nouvel environnement. Elle les guide pour comprendre les normes, adapter les procédures douanières, identifier des partenaires fiables, accéder aux financements européens et organiser la logistique transfrontalière. Dans les années 1960, elle s'engage déjà dans la coopération autour de la Lys et de l'Escaut, tandis que l'économie belge se transforme, que certains secteurs déclinent et que la protection des indépendants se renforce.

À la fin des années 1980, l'Europe soutient la coopération entre régions frontalières, avec en 1990 le lancement d'INTERREG pour les projets transfrontaliers. La Chambre de Commerce saisit ces outils. Elle organise des rencontres professionnelles avec les Chambres de Commerce et d'Industrie voisines. En 1990, elle met en place un service

d'information sur l'export comme l'Euro-Info-Centre, et participe à la création d'IDETA pour attirer l'investissement et aménager des zones d'activités.

La réforme nationale d'accréditation à la fin des années 1990 réduit le nombre de chambres et clarifie leurs missions. En 2000, Tournai fusionne avec Mouscron, constituée en asbl en 1936, et donne naissance à la CCI Wallonie picarde, aujourd'hui AKT - CCI Wapi.

## II. REPÈRES CHRONOLOGIQUES

Le tableau qui suit présente des repères chronologiques du XVe siècle à nos jours, organisés en deux volets. La colonne de gauche propose des éléments de contexte historiques (non exhaustifs) sur les Chambres de Commerce en Belgique et à l'international, afin d'éclairer la lecture. La colonne de droite présente les principaux jalons de la Chambre de Commerce de Wallonie picarde, établis à partir de la documentation fournie et de quelques documents complémentaires fournis en annexes (voir IV. Références bibliographiques). Chaque repère est assorti d'une référence, afin de permettre le retour au texte source et, le cas échéant, la consultation d'informations complémentaires.

Données contextuelles	CCI WAPI	
À Marseille, le 5 août 1599, le conseil de ville crée un Bureau du commerce composé de quatre négociants. Sa mission : conseiller la municipalité sur les mesures à adopter pour dynamiser les échanges. Cet organe est généralement considéré	1424	Le roi de France Charles VII confirme à Tournai une organisation des métiers en 36 bannières (dont celle des marchands). Chaque bannière élit un doyen et un sous-doyen : au total 72 représentants, formant la Chambre des Arts et Métiers. Les métiers établissent alors leurs propres règles <a href="#">[25<sup>e</sup> anniversaire 1938, p. 11-13]</a> .
	1599	

comme la première Chambre de Commerce [Van Gulck 2025, p. 12 & Teissier 1892 2004, p. V].

À Bruges, création de la *Caemere van de Negotie ende Commercie*, considérée comme la première Chambre de Commerce sur le territoire de la Belgique actuelle [Van Gulck 2025, p. 12].

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, la plupart des villes commerçantes des Pays-Bas méridionaux comptent des associations de négociants et d’entrepreneurs, appelées « généralités de marchands ». Peu actives et non reconnues, elles ne sont presque jamais consultées par les autorités. Lorsqu’une reconnaissance officielle est accordée, ces associations prennent le titre de Chambre de Commerce, mais seules quatre villes en bénéficient : Bruxelles, Tournai, Bruges et Gand.

1665 <sup>2</sup>
17 <sup>e</sup> -18 <sup>e</sup> siècle

<sup>2</sup> Certaines sources choisissent plutôt la date de 1667. Cf. <https://www.deslegte.com/caemere-van-negotie-ende-commercie-van-brugghe-1667-1967-3127089/>

La chambre est, à Bruxelles et à Tournai, une guilde dans l'esprit ancien. À Bruges, elle est issue de la corporation des courtiers. Gand fait exception : sa chambre fonctionne comme une institution indépendante, distincte des autres structures corporatives [\[Vancoppenolle \(catalogue\) 1995, p. 11\]](#).

1674	<p>Après le rattachement de Tournai à la France (paix d'Aix-la-Chapelle, 1668), la bannière des négociants demande à Colbert la création d'une Chambre de commerce distincte de la Chambre des Arts et Métiers. Par lettres patentes (mars 1674), Louis XIV institue cette nouvelle chambre, compétente pour les affaires du commerce local, la discipline de ses membres et les avis sur les impôts. En contrepartie, la Chambre des Arts et Métiers perd toute juridiction sur les marchands <a href="#">[Vancoppenolle 1995, p. 16 &amp; 25e anniversaire 1938, p. 13-15]</a>.</p> <p>Le premier bureau de la nouvelle chambre comprend un chef, Pierre d'Aubermont, qui est aussi grand prévôt de Tournai, et quatre directeurs : Thierry Roger père, Jean Poulereau, Gaspard de Surmont et Sébastien Bernard. Il est complété par un conseiller pensionnaire (avocat), Jean-Jacques Visart, chargé d'intervenir dans les procès, ainsi que par un varlet/huissier. Dans les faits, l'institution fonctionne</p>



	<p>surtout comme union de marchands défendant les intérêts de ses membres plutôt que comme organe de politique économique générale.</p> <p>Pour exercer le commerce de gros ou de détail, il faut avoir 18 ans, obtenir une lettre de marchand délivrée par la Chambre et payer un droit de 6 livres pour les citoyens ayant le statut de « bourgeois<sup>3</sup> » à Tournai ou de 72 livres pour les « non-bourgeois ».</p> <p>Les séances sont convoquées par un huissier lettré vêtu d'une houppelande brun-gris ornée d'un insigne d'argent à l'effigie de Saint Maur, patron de la Chambre, honoré chaque année le mardi après la Pentecôte. Le sceau représente Saint Maur, accompagné d'un « S » et d'un « M » encadrant deux <i>Tournay</i> palés<sup>4</sup>.</p> <p>La Chambre ne dispose pas de siège fixe : elle se réunit tantôt à l'Hôtel de Ville, tantôt dans des maisons louées <a href="#">[25e anniversaire 1938, p. 15-18]</a>.</p>
1706	<p>Au fil du temps, il apparaît que le commerce de gros et le commerce de détail partagent peu d'intérêts et entrent fréquemment en concurrence. Par ordonnance royale du 8 juin, Louis XIV soustrait les merciers à la Chambre de Commerce et les</p>

<sup>3</sup> Sous l'Ancien Régime, classe supérieure du Tiers-Etat.

<sup>4</sup> Malheureusement, la description textuelle reprise dans l'archive n'est pas accompagnée d'illustration.

	rattache à la Chambre des Arts et Métiers. Les grossistes constituent dès lors la Chambre de Commerce [ <a href="#">Vancoppenolle 1995, p. 19</a> ].
1721	Après la prise militaire de Tournai en 1709 et les Traités d'Utrecht de 1713, la ville relève de l'empereur Charles VI dans les Pays-Bas autrichiens. Le 18 janvier 1721, grossistes et merciers s'associent de nouveau avec son accord. Le groupe prend le nom de « Chambre de Commerce », mais son fonctionnement demeure en réalité celui d'une corporation de métiers plutôt que celui d'une véritable Chambre de Commerce [ <a href="#">Vancoppenolle 1995, p. 19</a> ].
1740	En 1740, à l'issue de pourparlers difficiles avec les négociants du textile, de nouveaux règlements sont adoptés : ouvrir un magasin d'étoffes (commerce de détail) exige l'autorisation de la corporation des Chaussetiers, tandis que s'établir comme négociant en gros dans cette branche relève de la Chambre de Commerce. L'institution tournaïsiennne ne prend toujours pas l'allure d'une véritable Chambre de Commerce [ <a href="#">Vancoppenolle 1995, p. 19</a> ].
1761	Après près d'un siècle sans siège fixe, la Chambre achète, le 9 septembre 1761, l'immeuble commercial « Aux Trois Pommes d'Orange », situé au Vieux Marché aux Poteries, en face du beffroi. Elle l'occupe jusqu'en 1794 [ <a href="#">25e anniversaire 1938, p. 18</a> ].

Napoléon rétablit les Chambres de Commerce, par  
arrêté du 3 nivôse an XI (24 décembre 1802)  
[\[Belgian Chambers 2025\]](#).

1765	L'institution tournaïsiennne ne prend toujours pas l'allure d'une véritable Chambre de Commerce. En 1765, le Conseil des finances la juge « de peu d'utilité » <a href="#">[Vancoppenolle 1995, p. 19]</a> .
1794	En 1794, pendant les guerres révolutionnaires, les anciens Pays-Bas autrichiens sont repris par les armées françaises. Les autorités appliquent alors les textes révolutionnaires : la loi Le Chapelier du 14 juin 1791 abolit les corporations et le décret du 16 octobre 1791 supprime les Chambres de Commerce. La Chambre de Commerce de Tournai, créée sous Louis XIV, est donc dissoute et ses biens saisis. Les Chambres de Commerce seront rétablies plus tard, mais les corporations, elles, disparaissent définitivement <a href="#">[25e anniversaire 1938, p. 18 &amp; Vancoppenolle 1995, p. 30]</a> .
1802	
1804	Par arrêté du 12 germinal an XII (2 avril 1804), l'institution renaît sous le nom de « Chambre consultative de Tournai », compétente pour les arrondissements de Tournai et Ath. Les premiers membres sont Léopold Lefebvre (fabricant de tapis),

Après la chute de Napoléon, le Congrès de Vienne (1814-1815) décide d’unir les Pays-Bas du Nord et les provinces méridionales (Belgique actuelle) au sein du Royaume uni des Pays-Bas sous Guillaume I<sup>er</sup>. Sous ce régime, les Chambres de commerce deviennent des organes officiels du pouvoir [Belgian Chambers 2025].

	Boucher-Pétillon (fabricant de bas), Roussel-Liénart (fabricant de basins, nankins <sup>5</sup> , molletons), Lefebvre-Caters (manufacturier en bronzes, orfèvrerie, marbre), Boucher-Nève (fabricant de fil), et Moncheur (brasseur). Sa mission est élargie aux intérêts manufacturiers de la ville et de l’arrondissement [25e anniversaire 1938, p. 18 ; 21].
1815	
1816	Le Congrès de Vienne de 1815 intègre Tournai au royaume uni des Pays-Bas ; la Chambre consultative de Tournai reprend son ancien nom et redevient en 1816 la Chambre de Commerce de Tournai. Son bureau compte douze membres (huit fabricants et quatre négociants) dont l’entrée en fonctions est conditionnée à l’investiture royale. Parmi les premiers membres figurent notamment Henri de

<sup>5</sup> Cf. <https://en.wikipedia.org/wiki/Nankeen>

À la suite de l'indépendance de la Belgique, un premier projet de loi publié en 1837 vise à uniformiser les Chambres de Commerce héritées des régimes hollandais et français ; il recommande de maintenir les chambres existantes jusqu'à l'adoption d'une réglementation définitive [Vancoppenolle 1995, p. 51].

L'arrêté royal du 10 septembre 1841 dresse la liste des Chambres de Commerce en Belgique, en précise les objectifs, droits et devoirs, et prévoit des mesures de transition pour les chambres existantes [Vancoppenolle 1995, p. 51].

Les 15 Chambres de Commerce existantes sont :  
Bruxelles, Anvers, Gand, Bruges, Ypres, Saint-Nicolas, Louvain, Courtrai, Ostende, Mons,

1837
1841

Bettigny, Léopold Lefebvre (aussi écrit « Lefèvre »), Liénard Chafot, Alexandre et Paulet Tonelier, etc. [25e anniversaire 1938, p. 21].

Charleroi, Liège, Verviers, Namur et Tournai  
[\[Vanthemsche 2004, p. 8\]](#).

Crise économique en Belgique due à la  
mécanisation du textile à l'étranger et au retard  
d'adaptation de l'industrie linière : la production  
domestique ne rivalise plus avec le lin fabriqué  
mécaniquement, surtout en Angleterre. Le  
gouvernement consulte alors les chambres sur la  
création d'une Société de commerce d'exportation  
pour mieux organiser un secteur pourtant réputé  
pour la qualité de ses produits ; l'avis est largement  
favorable, Tournai, Bruxelles et Verviers souhaitant  
même étendre le champ au-delà des seuls produits  
liniers. Des doutes persistent toutefois sur un  
financement par capitaux privés, et le projet  
n'aboutit pas [\[Vancoppenolle 1995, p. 70\]](#).

<b>1846- 1848</b>
<b>1851</b>

Participation de la Chambre de Tournai à la première Exposition universelle,  
organisée à Londres. À cette occasion, la Commission royale de Londres invite les

	<p>gouvernements à créer des commissions nationales interlocutrices. En Belgique, le ministre de l'Intérieur Charles Rogier charge les Chambres de Commerce de désigner des représentants des principales industries ; la commission belge, composée surtout de fabricants délégués, dont Vercruyse-Bruneel pour Tournai, est seule habilitée à négocier avec la commission britannique, et aucun produit ne peut être expédié sans son aval <a href="#">[Vancoppenolle 1995, p. 71]</a><sup>6</sup>.</p>
1862	<p>D'après le rapport annuel de l'année 1862, le président de la Chambre de commerce de Tournai est A. Pirson, et son secrétaire Ed. Desmons. Il fait état de l'impact de la « crise américaine<sup>7</sup> » sur le commerce et l'industrie en Europe <a href="#">[rapport annuel 1862, p. 5]</a>.</p>
1870	<p>D'après le rapport annuel de l'année 1870, le président de la Chambre de commerce de Tournai est H. Dumon, et son secrétaire O. Carbonnelle. Il fait état de la situation économique de la ville durant cette période de guerre franco-prussienne. Le rapport réitère des « vœux » prioritaires, dont l'unification et la transparence des tarifs ferroviaires, la facilitation du trafic fluvial (fin des péages sur canaux et rivières, moins d'interruptions de navigation), l'amélioration des services</p>

<sup>6</sup> D'après Vancoppenolle 1995, la liste des participants inscrits est conservée aux Archives de l'Etat à Tournai. Une reproduction partielle de l'archive est reprise à la page 71 de l'ouvrage.

<sup>7</sup> Il s'agit vraisemblablement de la crise connue sous le nom de « famine du coton » : la Guerre de Sécession provoque une coupure de l'exportation de coton vers l'Europe.

Suppression des Chambres de Commerce dans leur forme publique. Dans les grandes villes, émergent des associations patronales libres, souvent appelées « Chambres de Commerce », désormais indépendantes des autorités et au service des commerçants et industriels locaux [Van Gulck 2025, p. 7]. En octobre 1875, Bruxelles ouvre la voie avec l’Union syndicale de Bruxelles [Vanthemsche 2004, p. 36-37].

Création, le 1er août, de la fédération des Chambres de Commerce belges, aujourd’hui Belgian Chambers [Van Gulck 2025, p. 7].

	télégraphiques (horaires étendus, service de nuit à Tournai), l’accélération de lignes ferroviaires clés (Anvers–Tournai, Waregem–Tournai vers Valenciennes) ou encore la création d’un vice-consulat allemand à Tournai [rapport annuel 1870, p. 47-48].
1875	
1912	À Tournai, tardivement, se constitue à l’initiative du banquier Léon Vallez une association patronale libre : la Chambre de commerce et d’industrie du Tournaisis. Soutenu par Paul Dutoit, président du tribunal de commerce, le projet s’inscrit



dans le mouvement national de recomposition des représentations patronales engagé après 1875. Un comité provisoire est installé en attendant la première AG de janvier 1913. Une tournée auprès des industriels et des commerçants permet de recueillir 185 adhésions [25e anniversaire 1938, p. 22-25 & Vanthemsche 2004, p. 38].

Le 12 juillet 1912, a lieu l'assemblée constitutive. Les statuts sont adoptés :

- But : protéger et favoriser le commerce et l'industrie (pays et arrondissement judiciaire de Tournai).
- Moyens : « force par le nombre », action par l'union, renouvellement périodique du comité (y compris la présidence), réélection annuelle des secrétaires et trésoriers [25e anniversaire 1938, p. 23].
- Comité : se compose de 12 membres élus par l'assemblée générale. Le comité forme le Bureau de la chambre : il désigne dans son sein un président, un vice-président, deux conseillers, un secrétaire et un secrétaire-adjoint trésorier.
- Membres : répartis en 12 sections : I<sup>re</sup> : carrières, pierres, chaux, ciments ; II : filatures laine, lin, coton, teintureries ; III : bonneterie, tissus, vêtements chaussures ; IV : ateliers de construction, fonderie, chaudronnerie ; V :

	<p>tannerie, corroierie, négoce du cuir ; VI : imprimerie, lithographie, cartonnage, reliure ; VII : brasserie, distillerie, malterie, meunerie, grains, houblons ; VIII : sucrerie, confiserie, chocolaterie, denrées coloniales, droguerie, pharmacie ; IX : vin et liqueurs ; X : industrie du bâtiment, arts décoratifs ; XI : banque, change, assurances, droit commercial ; XII : exportation, douanes, moyens de transport charbons et combustibles</p> <p><a href="#">[rapport annuel 1914-1915]</a>.</p>
<b>1913</b>	<p>La première AG annuelle se tient le 23 janvier 1913. Paul Dutoit cède la présidence pour incompatibilité avec sa charge au sein du Tribunal de commerce. Henri Dumon (industrie calcaire) devient président ; Jules Boucher, vice-président ; François Gorin et Alexandre Carette, conseillers ; Emile De Rasse, secrétaire général ; Léon Vallez, secrétaire adjoint-trésorier <a href="#">[25e anniversaire 1938, p. 25]</a>.</p>
<b>1914</b>	<p>2<sup>e</sup> assemblée générale présidée par Jules Boucher van Zuylen suite au décès inopiné d'Henri Dumon. Le groupement s'organise et les effectifs passent de 185 à 281 membres.</p> <p>En août 1914, suite à l'invasion allemande, les activités économiques sont stoppées, mais le Bureau continue d'agir durant la Guerre : aide aux membres, interventions utiles et préparation de l'après-guerre <a href="#">[25e anniversaire 1938, p. 25]</a>.</p>

	La Chambre de commerce prend en main les difficultés de la Ville de Tournai nées de l'impôt de guerre. À titre d'exemples, à son initiative, un consortium bancaire <sup>8</sup> est créé le 29 août 1914 dans ses locaux, ou encore une conférence d'Abel Braquaval est organisée pour éclairer les membres sur le ravitaillement américain et la coopérative d'alimentation [rapport annuel 1914-1915, p. 12].
1915	<p>Le 18 janvier 1915, à l'initiative de Paul-Émile Janson, est créé un comité chargé d'examiner et d'identifier les bons de réquisition<sup>9</sup>, présidé par M. Soil de Moriamé, président du Tribunal de première instance de Tournai. Installé dans les locaux de la Chambre de Commerce, il a transcrit 1 163 bons de réquisition représentant 10 123 618,31 francs de marchandises réquisitionnées.</p> <p>Dans le même élan, la Banque Auxiliaire de Crédit, préparée au sein de la chambre, est fondée le 4 février 1915 pour soutenir le commerce en escomptant les bons émis</p>

<sup>8</sup> En août 1914, la pénurie de monnaie métallique pousse de nombreuses villes à émettre des bons et billets locaux pour éviter l'asphyxie des paiements. À Tournai, un consortium des banques se met aussitôt en place pour fournir une monnaie de proximité. Le 1<sup>er</sup> septembre 1914, la Ville autorise l'émission de 2 millions de francs en coupures de 1, 2, 5 et 10 francs afin d'assurer salaires, achats et règlements. L'objectif est de remplacer l'espèce disparue et de maintenir le commerce ainsi que la vie économique locale, sur le modèle des émissions d'urgence observées ailleurs. D'après <https://sciences.gloubik.info/spip.php?article299> et <https://www.cgbfr.com/5-francs-belgique-tournai-1914-p-b,519771.a.html>

<sup>9</sup> Pendant la Première Guerre mondiale, l'armée allemande réquisitionnait denrées, matières premières, bétail, moyens de transport, etc. Pour payer, elle ne versait pas d'argent liquide mais remettait aux communes ou aux particuliers des bons de réquisition : des papiers attestant d'une créance, c'est-à-dire une promesse de paiement futur. Ces bons présentaient cependant plusieurs problèmes :

- Comme il ne s'agissait pas d'argent cash, les commerçants ou les habitants ne pouvaient pas facilement les utiliser pour acheter ce dont ils avaient besoin.
- Leur remboursement dépendait d'autorités instables, et la spéculation faisait varier leur valeur réelle.
- Comme ils circulaient de main en main, leur authenticité devait être vérifiée pour éviter les faux.

Fondation à Paris de la Chambre de commerce internationale (ICC - *International Chamber of Commerce*), dont la Belgique est cofondatrice [Van Gulck 2025, p. 10].

	par les communes et ainsi limiter les pertes de change liées à la spéculation (circulaire du 1er août) [rapport annuel 1914-1915, p. 12-15].
1916	En raison de la guerre, aucune assemblée générale n’a lieu en 1915. La troisième se tient finalement le 22 janvier 1916. Paul Liénart succède à Jules Boucher van Zuylen [25e anniversaire 1938, p. 25].
1919	En avril, lancement d’un bulletin mensuel pour renforcer le lien entre membres et soutenir le travail du comité [25e anniversaire 1938, p. 26].
1920	Assemblée générale statutaire du 25 janvier, tenue en présence des ministres belges Henri Jaspar et Joseph Wauters. À l’issue de la séance, le président A. Carrette se retire et Raphaël Pollet lui succède. Sous la présidence de Pollet, la chambre organise une Journée franco-belge à Tournai, marquée par la visite officielle du ministre français du Commerce, Lucien Dior. À la même époque, elle lance l’étude sur les allocations familiales qui mènera à la création de la caisse de compensation du Tournaisis [25e anniversaire 1938, p. 27-28].

1925	Face à la complexité croissante des dossiers, le secrétaire général Émile De Rasse et le président Edouard Carbonnelle poussent à la professionnalisation : révision des statuts pour créer un secrétariat permanent. Les statuts modifiés sont approuvés le 21 décembre en AG extraordinaire <a href="#">[25e anniversaire 1938, p. 31]</a> .
1926	Charles Lohest (1926–1929) succède à Carbonnelle. Il met en œuvre les nouveaux statuts, crée le secrétariat permanent et mobilise des fonds privés pour le faire fonctionner. Le comité confie l'organisation et la direction à Georges Dubar <a href="#">[25e anniversaire 1938, p. 32]</a> .
1927	La Chambre gagne un rang national : Charles Lohest devient président de la Fédération nationale des Chambres de Commerce et d'Industrie de Belgique ; G. Dubar en devient le secrétaire. Lohest est aussi associé aux travaux de l'Escaut, obtenus grâce à son initiative et sa ténacité <a href="#">[25e anniversaire 1938, p. 32]</a> .
1929	La présidence de la Chambre passe à Robert Déplechin (mandat 1929–1932). Le déclenchement de la crise économique mondiale à l'automne 1929, dont les effets en Europe et en Belgique se font pleinement sentir à partir de fin 1930-1931, complique fortement son mandat. Dans ce contexte, la Chambre se mobilise prioritairement sur les dossiers fiscaux et financiers, les accords économiques et commerciaux, ainsi que sur les lois sociales. Avant la fin de son mandat, Déplechin

	obtient le règlement du passage des automobiles à la frontière franco-belge [25e anniversaire 1938, p. 33-34].
1932	<p>Élection de Léonard Colmant à la présidence (1932–1937) et nomination de Léopold Thys comme secrétaire général. La Chambre mène alors plusieurs chantiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Inauguration de nouveaux locaux ;</li> <li>- Transformation en ASBL</li> <li>- Habilitation gouvernementale pour délivrer les certificats d'origine, une compétence traditionnellement confiée aux Chambres de Commerce en Belgique<sup>10</sup>.</li> </ul> <p>Parallèlement, Colmant acquiert une stature plus large : sur le plan national, comme administrateur puis vice-président de la Fédération nationale des Chambres de Commerce ; sur le plan international, par sa participation active au Congrès économique franco-belge de Bordeaux qui lui vaut de recevoir la Légion d'honneur [25e anniversaire 1938, p. 34-35].</p>
1935	<p>Le 29 juillet, l'association devient une asbl :</p> <p>« Art. 1<sup>er</sup>. L'association 'Chambre de Commerce et d'Industrie du Tournaisis',</p>

<sup>10</sup> Cf. <https://economie.fgov.be/fr/themes/politique-commerciale/origine-des-marchandises/origine-non-preferentielle/certificat-dorigine>

Bruxelles inaugure la première Jeune Chambre sur le continent européen en 1936, bientôt imitée dans d’autres villes, dont Tournai. Les Jeunes Chambres économiques mènent une existence propre comme clubs de jeunes désireux d’assumer une responsabilité dans la société, souvent créées à l’initiative des Chambres de Commerce [Vancoppenolle 1995, p. 104].

	fondée en mil neuf cent douze, est constituée sous la même dénomination en association sans but lucratif. (...) Art. 2. Le siège de l'association est établi à Tournai, Placette aux Oignons, n° 9bis. Art. 3. L'association a pour objet de coordonner les efforts de ses membres en vue de l'intérêt général, de poursuivre le progrès moral et matériel du commerce et de l'industrie, de protéger et de défendre les intérêts généraux et spéciaux des diverses branches d'activité représentées dans son sein. Son action s'exerce en dehors de tout esprit de parti. » [Moniteur belge 1935, p. 458].
1936	La Chambre de Commerce et d’Industrie de Mouscron-Comines est constituée en asbl :  La CCI du canton de Mouscron fondée le 2 octobre 1936 par Maurice Roussel (industriel), Augustin Dubois (industriel), Léopold Lamote (entrepreneur), Achille Couvreur (industriel), Henri Delbar (négociant), Paul Hespel (négociant), Joseph Labis (industriel), Louis Kint-Labis (lainier) et Ernest Sax (transports). Elle a son siège à l’Hôtel de Ville de Mouscron.
1937	Walter Mestdag accède à la fonction de président [25e anniversaire 1938, p. 49].

Traité de Rome : naissance du marché commun CEE entre Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, France, Italie et RFA. Entrée en vigueur le 1 janvier 1958. Le but est de créer un espace de circulation libre des marchandises, personnes, services et capitaux avec disparition progressive des droits de douane.

	Création du service d'émission des certificats d'origine indispensables à l'exportation <a href="#">[rapport annuel 1962, p. 4]</a> .
1938	Fin janvier 1938, la Chambre de Commerce et d'industrie du Tournaisis célèbre son 25e anniversaire avec un programme en trois temps : assemblée générale le samedi 22, séance académique le dimanche 23 dans les salons de l'Hôtel de Ville, puis Grand Gala avec l'opéra Hérodiade de Massenet au Théâtre communal de Tournai le samedi 29 <a href="#">[25e anniversaire 1938, p. 8]</a> .
1956	Après le vote de la loi du 30 juin 1956, la question des pensions des indépendants devient prioritaire. Abandonnant une mise en œuvre locale jugée non viable (adhérents insuffisants), création dans les années suivantes d'une caisse interrégionale dont la Chambre de Commerce assure le service du bureau régional <a href="#">[rapport annuel 1961, p. 8]</a> .
1957	



Fondation de Eurochambres, l'association des  
Chambres de Commerce et d'industrie de la  
Communauté économique européenne-CEE [Van  
Gulck 2025, p. 13].

1<sup>er</sup> novembre : traité instituant L'Union économique  
Benelux.

1958	
1959	Dans son rapport d'activité pour l'exercice 1959, la Chambre de Commerce et d'Industrie du Tournaisis souligne que, contrairement à leurs homologues de la CEE régies de droit public, les chambres belges relèvent du droit privé tout en remplissant des missions comparables. L'idée d'un statut public garantissant de meilleurs moyens financiers est évoquée, mais jugée menaçante pour l'indépendance. Le comité opte pour le maintien de la liberté pleine et entière et pour un financement reposant exclusivement sur les services rendus. Cette position est transmise à la Fédération, qui met en place une commission d'étude chargée de proposer une solution sans nuire à l'action des chambres [rapport annuel 1959, p. 6].
1960	
1962	50 <sup>e</sup> anniversaire de la Chambre de commerce et d'industrie du Tournaisis en présence de Leurs Majestés le Roi Baudouin et la Reine Fabiola. Émission d'une

	<p>médaille de commémoration réalisée par la sculptrice Stella Laurent, professeure à l'académie de Tournai<sup>11</sup> <a href="#">[voir médaille]</a>.</p> <p>La conclusion du rapport annuel indique : « La confiance qui semblait parfois être perdue est aujourd'hui retrouvée et nous en trouvons la preuve en voyant l'allant et le dynamisme de bon nombre de dirigeants de nos entreprises qui ont réalisé ou sont en voie de le faire, soit des investissements importants, soit des reconversions qui s'avéraient nécessaires et indispensables. Nos relations fluviales, routières et ferroviaires nous permettront bientôt d'atteindre dans d'excellentes conditions les points les plus éloignés. Nous pouvons même ajouter que la proximité de l'aéroport de Lesquin est de nature à faciliter l'accès de notre région aux industriels, commerçants et visiteurs étrangers préoccupés des conséquences de la réalisation du marché commun. Il faut donc bien admettre que d'ici peu, le Tournaisis se trouvera dans une situation de loin plus favorable que celle qu'elle connaissait jusqu'à ces dernières années. » <a href="#">[rapport annuel 1962, p. 15-16]</a>.</p>
<b>Années 60</b>	<p>Exemple de coopération transfrontalière : dans les années 1960, la Conférence permanente des Chambres de Commerce et d'Industrie françaises et belges de la région Lys-Escaut réunit, côté français, les chambres d'Armentières, Lille, Roubaix,</p>

<sup>11</sup> Cf. <https://be-monumen.be/patrimoine-belge/laurent-stella/>

Fondation de la Conférence permanente des  
Chambres de Commerce et d’industrie françaises et  
belge<sup>12</sup>.

	Tourcoing et Valenciennes, et côté belge, celles de Tournai, Ypres, Gand, Courtrai, Mouscron, Audenarde et Renaix [Vancoppenolle 1995, p. 117].
1971	
1986	Mise en place d'un service téléfax permettant aux membres d'envoyer des copies de documents à leurs correspondants belges ou étrangers [rapport annuel 1988, p. 8].
1987	À l’occasion de son 75 <sup>e</sup> anniversaire, la Chambre de Commerce et d’Industrie du Tournaisis organise, à la Maison de la Culture de Tournai, un événement autour de la création de la zone européenne transfrontalière de développement Hainaut occidental - Nord de la France, en présence de Sa Majesté le Roi Baudouin. Michel Lemay, président de la Chambre de Commerce et d’Industrie du Tournaisis Et vice-président de la conférence permanente des Chambres de Commerce et d’industrie françaises et belges, a remis au roi, en cadeau, l'exemplaire numéro un de l'édition de 1938 de <i>La Manufacture impériale et royale de porcelaine de Tournai</i> , par Soil de Moriamé. Cet ouvrage très rare a été offert par la SA Casterman de Tournai. La suite

<sup>12</sup> Cf. <https://uia.org/s/or/en/1100058275>

	<p>de l'événement s'est tenue dans un chapiteau de plus de 1000 m<sup>2</sup> permettant d'accueillir environ 700 personnes. <a href="#">[bulletin mensuel spécial 1987]</a>.</p> <p>« Le 6 octobre à Estaimbourg, grande manifestation sur le thème de la Complémentarité entre le nord de la France et le Hainaut occidental, en présence de 650 personnalités de la politique, de l'administration et de l'économie » <a href="#">[rapport annuel 1988, p. 3]</a>.</p> <p>Patronage de la commémoration philatélique de l'année belge du commerce extérieur <a href="#">[voir timbre souvenir]</a>.</p> <p>Déménagement de la Chambre de Commerce et d'industrie de Tournai, de la Placette aux oignons, 9bis vers la rue Beyaert, 75.</p>
<b>1988</b>	<p>Informatisation des services de la Chambre de Commerce <a href="#">[rapport annuel 1987, p. 4]</a>.</p> <p>À partir du 2 janvier 1988, la Chambre de commerce et d'industrie de Tournai s'attache les services de Dindouve, directeur honoraire des douanes et accises, comme conseiller technique chargé d'informer et d'accompagner les membres sur les questions douanières en profonde mutation à l'approche du marché unique de 1992 <a href="#">[rapport annuel 1987, p. 4]</a>.</p>

1989	<p>À la suite de l'initiative de 1987, une convention transfrontalière est signée entre la Province de Hainaut et le Département du Nord en 1989, encore d'application aujourd'hui et donnant lieu à une Assemblée transfrontalière d'élus et de porteurs de projets<sup>13</sup>.</p>
1990	<p>En janvier, le premier salon transfrontalier intitulé « Évasion au départ de Lille-Lesquin » est organisé avec le concours de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Lille – Roubaix – Tourcoing et de Tournai EXPO [rapport annuel 1990, p. 4].</p> <p>Participation soutenue de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Tournaisis à la Conférence permanente des CCI françaises et belges : suivi des infrastructures (routes A8-A17, rail Lille-Tournai-Bruxelles, TGV Nord et gare TGV Lille, liaison fluviale Seine-Nord) et promotion de la zone européenne transfrontalière Hainaut occidental–Nord-Pas-de-Calais [rapport annuel 1990, p. 6].</p> <p>Création de l'Intercommunale de développement économique des arrondissements de Tournai et d'Ath (IDETA), dédiée à l'attraction d'investisseurs et au développement économique du territoire. La Chambre de Commerce et d'Industrie du Tournaisis est sollicitée comme interlocuteur du secteur privé : elle contribue à</p>

<sup>13</sup> Cf. <https://www.hainaut-developpement.be/lassemblee-transfrontaliere-hainaut-nord-peaufine-ses-collaborations-dans-le-contexte-europeen/>

Instauration du « marché unique » le 1<sup>er</sup> janvier.

Lancement du programme d'accréditation des Chambres de Commerce locales. Début du mouvement de fusion entre les Chambres dont le nombre passe de 30 à 13 [\[Belgian Chambers 2025 & Van Gulck 2025, p. 8\]](#).

La Fédération reprend les activités de la Fédération des Chambres de Commerce belges à l'étranger [\[Belgian Chambers 2025\]](#).

	la rédaction des statuts et rallie environ 40 entreprises comme actionnaires de l'intercommunale <a href="#">[rapport annuel 1990, p. 14]</a> .
1993	
1998	
1999	
2000	Fusion de la CCI de Mouscron avec la CCI de Tournai pour former la CCI de Wallonie picarde (CCI Wapi), aujourd'hui « AKT - CCI Wapi » La CCI Wapi couvre l'ensemble de la Wallonie picarde (de Comines-Mouscron à Ath-Ghislenghien, incluant Tournai, Leuze, Péruwelz)

Création de l’alliance Voka, rassemblement des Chambres de Commerce flamandes et du <i>Vlaams Economisch Verbond</i> <a href="#">[Belgian Chambers 2025]</a> .	2003	
Lancement du programme d’accréditation des Chambres de Commerce belges à l’étranger <a href="#">[Belgian Chambers 2025]</a> .	2004	
Création de l’Eurométropole Lille Courtrai Tournai.	2008	
Création d’AKT, une alliance rassemblant les 5 Chambres de Commerce et d’Industrie en Wallonie (CCI Brabant wallon, CCI Hainaut, CCI Liège- Verviers-Namur, CCI Luxembourg belge, CCI Wallonie picarde) et l’union Wallonne des Entreprises (UWE) <a href="#">[Belgian Chambers 2025 &amp; Van Gulck 2025, p. 13]</a> .	2024	
Fusion de la Chambre de commerce et d’industrie d’Ostbelgien et de l’organisation patronale AVED de	2025	Sylvie Lericque, directrice générale de la CCI - Wapi, est également vice-présidente de Belgian Chambers.

la Communauté germanophone, donnant naissance  
à AVED IHK Ostbelgien [\[Van Gulck 2025, p. 13\]](#).





### III. FIGURES DES DÉBUTS

#### III.1. PÈRES FONDATEURS DE L' ASSOCIATION : 1912

- Président fondateur : Paul Dutoit
- Trésorier fondateur : Léon Vallez
- Secrétaire général : Emile De Rasse

#### III.2. PÈRES FONDATEURS DE L' ASBL : 1935

- Léonard Colmant, industriel
- Walter Mestdag, courtier en sucre
- Henri Thieffry, administrateur-directeur de société
- Octave Laurent, industriel
- André Lohest, industriel
- Georges Willame, agent de banque
- Hubert-Désiré-Florimond Tribout, sous-directeur de banque
- Léopold Thys, secrétaire général de société

Sont désignés :

- Président : Léonard Colmant
- Vice-présidents : Walter Mestdag et Henri Thieffry
- Secrétaire : Léopold Thys
- Trésorier : Hubert Tribout

#### III.3. PREMIERS PRÉSIDENTS : 1912-1937

- Paul Dutoit : 1912 (président fondateur au sein du comité provisoire ; se retire en janv. 1913)
- Henri Dumon : 1913-1914
- Jules Boucher van Zuylen : 1914-1916
- Paul Liénart : 1916-1919
- A. Carrette : 1919-1920

- Raphaël Pollet : 1920–1923
- Édouard Carbonnelle : 1923–1926
- Charles Lohest : 1926–1929
- Robert Déplechin : 1929–1932
- Léonard Colmant : 1932–1937
- Walter Mestdag : 1937–...

## IV. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Les *sources en vert* sont des références complémentaires découvertes au fil des recherches et mises à disposition en pièce jointe ou via un lien en ligne.

### IV.1. SOURCES PRIMAIRES

#### BULLETIN MENSUEL SPÉCIAL 1987

Chambre de commerce et d'industrie du Tournaisis. *Bulletin mensuel spécial. 75e anniversaire en présence de Sa Majesté le Roi Baudouin*, 1987.

#### MONITEUR BELGE 1935

Annexes au Moniteur belge. *Statuts de fondation de l'ASBL Chambre de Commerce et d'Industrie du Tournaisis*, 18 août 1935, n° 230, entrée n° 1111, p. 458-459. [voir pièce jointe]

#### RAPPORT ANNUEL 1862

Chambre de Commerce de Tournai. *Rapport général sur la situation du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, en 1862*. Tournai : Typographie et lithographie d'Adolphe Delmée, 1863. En ligne : Google Play Books. Consulté le 3 octobre 2025. <https://play.google.com/books/reader?id=o5RdAAAAcAAJ>

#### RAPPORT ANNUEL 1870

Chambre de Commerce de Tournai. *Rapport général sur la situation du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, en 1870*. Tournai : Typographie d'Adolphe Delmée Editeur, 1871. En ligne : Google Play Books. Consulté le 3 octobre 2025. <https://play.google.com/books/reader?id=c2B3Zrxtbo8C&pg=GBS.PP1&hl=en>

#### RAPPORT ANNUEL 1914-1915

Chambre de commerce et d'Industrie du Tournaisis. *Rapport sur l'ensemble des Travaux effectués par la Chambre et rapports particuliers sur la situation du commerce et des industries du Tournaisis durant les années 1914 et 1915 présentés à l'assemblée générale du 22 janvier 1916*. Lithographie et Cartonnage sa : Tournai, 1916.

#### RAPPORT ANNUEL 1959

Chambre de commerce et d'Industrie du Tournaisis. *Année 1959. Rapport d'activité*.

#### RAPPORT ANNUEL 1961

Chambre de commerce et d'Industrie du Tournaisis. *Année 1961. Rapport d'activité*.

#### RAPPORT ANNUEL 1987

Chambre de commerce et d'Industrie du Tournaisis. *Rapport annuel de la Chambre de commerce et d'Industrie du Tournaisis. 75<sup>ème</sup> assemblée générale statutaire du 9 juin 1988 [année 1987]*.

#### IV.2 . SOURCES SECONDAIRES

##### 25<sup>E</sup> ANNIVERSAIRE 1938

Chambre de commerce et d'Industrie du Tournaisis. *XXV<sup>me</sup> anniversaire de la reconstitution de la Chambre de Commerce et d'industrie du Tournaisis*. Tournai : Casterman, 1938.

##### BELGIAN CHAMBERS 2025

Belgian Chambers. *Les Chambres de Commerce : un peu d'histoire*, s. d. Consulté le 3 octobre 2025. <https://belgianchambers.be/fr/a-propos-de-la-federation/histoire-des-chambres-de-commerce/>

##### TEISSIER 1892

TEISSIER, O. *La Chambre de Commerce de Marseille*. Marseille : Typographie et lithographie Barlatier et Barthelet, 1892. [voir pièce jointe]

## VANCOPPENOLLE 1995

VANCOPPENOLLE, C., éd. *Entre mission publique et intérêts privés : histoire des Chambres de Commerce en Belgique (XVIIe-XXe siècles)*. Bruxelles : Archives générales du Royaume, 1995.

## VANCOPPENOLLE (CATALOGUE) 1995

VANCOPPENOLLE, C., éd. *Entre mission publique et intérêts privés : histoire des Chambres de Commerce en Belgique (XVIIe-XXe siècles). Catalogue accompagnant l'exposition du même nom*. Bruxelles : Archives générales du Royaume, 1995.

## VAN GULCK 2025

VAN GULCK, W., éd. *Quand la puissance d'un réseau fait grandir les entrepreneurs*. [s.l.] : Belgian Chambers, 2025.

## VANTHEMSCHE 2004

VANTHEMSCHE, G. « Intérêts patronaux entre sphère publique et sphère privée : la suppression des Chambres de Commerce officielles en Belgique (1875) », *BTNG / RBHC Revue belge d'Histoire contemporaine*, XXXIV (1), 2004, p. 5-47. [voir pièce jointe]

## V. FONDS D'ARCHIVES SOLLICITÉS

En complément de la documentation fournie par la CCI Wapi et des sources externes consultées (voir **sources reprises en vert** dans le document), les démarches suivantes ont été menées.

### V.1. ARCHIVES DE L'ÉTAT À TOURNAI : FONDS PERTINENTS IDENTIFIÉS, ACCÈS NON DISPONIBLE

Nous avons contacté les Archives de l'État à Tournai<sup>14</sup>, qui conservent les fonds relatifs à l'histoire de la Chambre de commerce de Tournai et de la Chambre de commerce de Mouscron. Le service n'a toutefois pas souhaité donner suite à notre demande, en raison d'un manque de personnel et de l'absence d'inventoriage pour ces deux fonds. Deux sollicitations successives sont malheureusement restées sans effet.

### V.2. DÉPÔTS VÉRIFIÉS : ABSENCE DE FONDS PERTINENT SIGNALÉ

- Archives générales du royaume
- Archives de l'Etat à Mons
- Archives de l'Etat à Bruges
- Archives de l'Etat à Courtrai
- Archives communales de Mouscron

### V.3. DÉPÔT CONTACTÉ : SANS RÉPONSE

- Cercle d'histoire de Mouscron

---

<sup>14</sup> Cf. <https://www.arch.be/index.php?l=fr&m=en-pratique&r=nos-salles-de-lecture&d=tournai>